

Notre agriculture condamnée par l'UE et un gouvernement complice !

Communiqué de presse d'Olivier MONTEIL

Conseiller Régional de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées

Secrétaire départemental du Front National des Hautes-Pyrénées

Revoilà en Hautes-Pyrénées le spectre de la grippe aviaire H5N8 avec l'adoption du « risque élevé » par le ministère de l'Agriculture : obligation de confinement des élevages de volailles et palmipèdes, interdiction de lâchers de gibiers à plume et restriction des lâchers de faisans et perdrix pour la chasse, volailles interdites au Salon agricole SISQA de Toulouse, l'hystérie a repris.

Avec déjà une baisse de 25% de la production de foie gras cette année, l'imposition de nouvelles normes de biosécurité très coûteuses pour les petits exploitants après la crise du printemps, une nouvelle vague de mesures drastiques achèverait de condamner à mort les petites exploitations de la filière gras. La production industrielle, elle, ne craint rien eu égard à ses stocks. La concurrence étrangère (Bulgarie, Hongrie) se délecte des difficultés de la filière française, d'autant plus qu'eux ne s'imposent aucunement les mêmes normes sanitaires...

Grippe aviaire, dérégulation du lait, prix de la viande... les différentes rencontres des syndicats agricoles du département déjà faites avec les autorités préfectorales ou les élus pour évoquer ces difficultés mais également les retards inadmissibles de paiements de la PAC (700 producteurs en attente d'être payés !) n'ont rien donné. Et pour cause !

Le modèle agricole poursuivi par le gouvernement est en effet celui d'une agriculture industrielle, celle des « 1000 vaches », où le paysan ne sera plus qu'un ouvrier de l'agroalimentaire. Forcément, quand on ouvre toutes nos frontières aux quatre vents de la concurrence déloyale et qu'en outre on abandonne les exploitants seuls et sans aides, il reste peu de chance de survie au modèle traditionnel des petites exploitations familiales si cher à nos cœurs.

Il faut aujourd'hui plus de 16 mois pour obtenir le versement des fonds européens de subventions, les fonds européens sont en baisse constante (31 milliards d'€ de baisse entre l'exercice 2007-2013 et l'exercice 2014-2020) et ils sont majoritairement versés aux pays les moins performants de l'UE (31 milliards d'€ versés à la Roumanie contre 27 milliards à la France sur l'exercice 2014-2020). Ce modèle-là, alors même que la France est l'un des plus gros contributeurs au budget de l'Union Européenne, n'est plus soutenable pour notre agriculture.

Il n'y a pas de secret : pour sortir de cette impasse, les Français doivent reconquérir leur liberté, leur souveraineté, et se libérer de l'asservissement à l'UE. Régulation des tarifs, contrôle véritable aux frontières, une protection réelle face à la concurrence déloyale, cela ne sera possible qu'hors d'une UE qui coûte chaque année 9 milliards d'€ à la France.

Le modèle agricole traditionnel pyrénéen fait partie intégrante de notre Histoire et de notre identité. Sauvons-le, avec Marine LE PEN !

